



**RAPPORT  
D'ACTIVITÉ  
2008**

fondation  
**SCIENCES**  
  
**CITOYENNES**

<b>Éditorial</b>	<b>3</b>
<b>Lanceurs d’alerte et système d’expertise</b>	<b>4</b>
<b>Autres actions au niveau national</b>	<b>5</b>
<b>Principales actions au niveau international</b>	<b>7</b>
<b>Autres actions au niveau international</b>	<b>11</b>
<b>Vie interne de l’association</b>	<b>12</b>
<b>Communication externe</b>	<b>12</b>
<b>Perspectives</b>	<b>13</b>

## Éditorial

Depuis notre dernière Assemblée Générale, l'activité de la Fondation Sciences Citoyennes a non seulement été intense, mais nous en avons également poursuivi la diversification. Ce rapport moral en est le témoin. Pour l'introduire, nous souhaitons mettre en avant trois aspects de bilan.

Plusieurs années après le début de notre campagne « lanceurs d'alerte » (colloque au Sénat en 2003), nous avons lancé et organisé, pour la première fois, une **vaste campagne de soutien à trois lanceurs d'alerte** (Pierre Meneton, Christian Vélot et Véronique Lapidès). Il nous a fallu tour à tour apprendre à gérer des pétitions signées par 50 000 personnes, organiser des rassemblements importants (ministère de l'Éducation, palais de justice, campus d'Orsay,...) ou encore orchestrer une campagne médiatique... À ce travail de soutien, a été associée une réflexion de fond proposant des solutions concrètes de protection des lanceurs d'alerte (projet de loi). En nous conduisant à décliner concrètement nos positions, cette campagne nous a permis d'élargir largement notre écho. Elle doit nous **inspirer pour nos actions futures**.

Notre **investissement à l'échelle internationale** est au cœur de notre activité depuis nos débuts. 2008 aura cependant été une année exceptionnelle dans ce domaine. Nous avons tout à la fois **développé nos activités d'animation et de création de réseaux d'échanges, et produit un important travail de réflexion**.

Ainsi, nous avons activement œuvré à la mise en place d'un nouvel espace de rencontre et de dialogue entre ONG et scientifiques - le **Forum mondial « Sciences et Démocratie »** - organisé en marge du dernier FSM de Bélem en janvier 2009. Nous avons soutenu et aidé la création d'un **réseau européen des chercheurs engagés** qui sera officiellement lancé en août 2009. Enfin, nous avons contribué à l'organisation d'une **rencontre internationale autour des technologies convergentes** qui s'est tenue en novembre 2008 à Montpellier. Loin d'être concurrents, ces **trois espaces** pensés dans des logiques différentes, sont **complémentaires**. En

étant partie prenante de chacun, nous jouons à la fois un **rôle de passeur** entre les cercles et un **rôle d'incubateur d'idées à la croisée des chemins**. Cette place n'est cependant pas toujours facile à occuper, certains nous reprochant parfois de faire jeu multiple. À nous de leur démontrer que cette position est effectivement féconde.

Un travail de **réflexion** important a été réalisé dans le cadre d'un projet européen sur la **recherche participative en Europe** – le projet **STACS (Science, Technology And Civil Society)**. Mené par l'équipe salariée, en collaboration avec cinq autres ONG européennes, ce gros travail a permis d'élaborer des analyses et des propositions qui représentent **autant de réserves d'idées à valoriser dans les années qui viennent**. Cette expérience nous a également appris la réalité de la charge que représente la responsabilité d'un projet de grande ampleur financé par l'Union Européenne.

Si nous avons tenté de trouver une place dans le **grand mouvement qui anime la communauté universitaire** depuis le début 2009, nous n'avons **pas pu y mettre le temps et les ressources nécessaires** (malgré l'implication d'un de nos stagiaires), **ni définir collectivement une parole à porter**. Cette difficulté, qui s'explique aussi par les nombreux autres engagements de la Fondation Sciences Citoyennes, doit néanmoins trouver place dans nos réflexions sur nos perspectives d'avenir.

Ne retenir de cette année que ces trois points serait bien incomplet. Comme vous le constaterez à la lecture de ce rapport, nous avons continué à organiser notre festival Les Sciences en Bobines, participé à des plateformes inter-associatives, publié des articles, défendu des faucheurs, participé à la rédaction de livres (deux à paraître prochainement : sur les Alertes chez Flammarion et sur Sciences-Planète aux 1001 Nuits), soutenu les efforts de création de boutiques de sciences... et encore, cette liste reste incomplète. Pour finir, nous souhaitons remercier vivement Claudia, Glen, Eric, Fabien, Antoine, qui, salariés ou stagiaires, n'ont pas ménagé leurs efforts pour porter tous ces projets. Ce bilan leur doit beaucoup. Mais leur implication, aussi efficace soit-elle, ne sera jamais suffisante. La Fondation Sciences Citoyennes a besoin que tous ses adhérents y trouvent leur place. Elle a aussi besoin de s'ouvrir à d'autres, nombreux. Retrouvons nos manches !

Catherine Bourgain et Jacques Testart

## Lanceurs d'alerte et système d'expertise

« Dans l'Antiquité grecque, Cassandra prédisait la chute de Troie. Las, nul ne voulut l'écouter. Aujourd'hui, les modernes Cassandra sont chercheurs ou citoyens, ils tentent d'attirer notre attention sur les risques environnementaux et sanitaires, et crient longtemps dans le désert avant d'être éventuellement entendus.<sup>1</sup> »

Depuis le lancement du Grenelle en été 2007, FSC s'est beaucoup investie dans deux questions qui lui tiennent à coeur : la protection des lanceurs d'alerte en science et la réforme du système d'expertise.

Faut-il rappeler la liste déjà trop longue des alertes santé-environnement non entendues : l'amiante, le plomb, la dioxine, les OGM, le nucléaire, le mercure, les éthers de glycol, etc.

Les lanceurs d'alerte sont devenus des acteurs centraux en matière de risque sanitaire. L'expérience montre en effet que, dans la plupart des grandes affaires de sécurité sanitaire et environnementale, ils ont utilement éveillé les consciences sur des dangers majeurs et souvent sous-estimés. Les obstacles qu'ils rencontrent dans leur action (suspensions, calomnies, intimidation, licenciement abusif, procès, etc.), ont souvent pour conséquence de transformer le problème de départ en crise aux conséquences multiples, alors qu'il aurait fallu au contraire anticiper les conséquences sanitaires d'une alerte en la prenant au sérieux, et ainsi éviter un cortège de victimes, de dégâts sociaux et environnementaux et de coûts induits. Le soutien aux lanceurs d'alerte n'est donc pas seulement une question de solidarité, mais c'est aussi et surtout une question d'efficacité pour la société afin de se protéger des risques sanitaires et environnementaux en les décelant de la façon la plus précoce. C'est pourquoi il est urgent que la France se dote d'un véritable dispositif d'expertise et d'alerte qui permette d'une part une plus grande écoute de la société civile et des pouvoirs publics sur les dangers environnementaux et sanitaires, et d'autre part d'appréhender tous les dangers, d'en évaluer

1. Patrick Piro dans *Politis*.

les risques, et de mettre en œuvre le principe de précaution dans le cadre d'une politique de recherche, de veille et d'expertise efficace.

Sous la pression de l'évolution des consciences sur le sujet, le Grenelle de l'Environnement avait acté à l'unanimité la nécessité d'une loi de protection. Les lanceurs d'alerte doivent avoir la possibilité de faire examiner les hypothèses de danger pour l'Homme ou son environnement, sans être subordonnés au devoir d'obéissance et au principe de hiérarchie ou au devoir de réserve, et ils doivent être mis à l'abri d'éventuelles représailles. Quant à l'alerte, elle doit pouvoir elle-même être examinée de manière distanciée. Mais pour être réellement efficace, ce dispositif juridique doit se replacer dans le contexte d'une loi réformant le système de l'expertise. Il faut protéger les personnes, mais il faut aussi protéger le processus d'expertise. Il importe de poser les principes du traitement effectif des alertes dans un cadre procédural rigoureux.

• Suivant ces réflexions, FSC a soutenu trois lanceurs d'alerte à l'aide notamment de pétitions signées par plus de 50 000 personnes en quelques mois. Elles ont été respectivement remises à deux tribunaux, à l'Université Paris-Sud et au Ministère de la Recherche :

- Le chercheur **Pierre Meneton**, spécialiste des maladies cardio-vasculaires à l'INSERM, a été poursuivi en diffamation par le Comité des Salines de France et la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est pour une phrase prononcée lors d'une interview pour le magazine TOC (sel, le vice caché - mars 2006) : « Le lobby des producteurs de sel et du secteur agroalimentaire industriel est très actif. Il désinforme les professionnels de la santé et les médias ». Il a dû comparaître devant un tribunal. et a été acquitté en mars 2008. Le soutien de FSC (pétition, manifestation devant le tribunal, communiqués de presse) a pu générer beaucoup d'intérêt pour cette affaire dans les médias puisque l'affaire a été traitée au 20h de TF1 et France 2, au 13h de France 3 et a été le premier titre du journal du matin de France Inter.

- **Christian Vélot**, docteur en biologie à l'Université Paris-Sud, et son équipe ont fait l'objet de multiples attaques après que la direction de son Institut lui a reproché à tort de prendre des positions publiques au nom de ses tutelles. Suite aux interventions de la FSC (pétition, manifestation devant l'Institut et devant le ministère de la Recherche avec des centaines de personnes, rencontre avec la direction

de l'Université) une solution pour le laboratoire de Christian Vélot a été trouvée avec la présidence de l'université.

- **Véronique Lapidès**, présidente de l'association « Collectif Vigilance Franklin », lutte contre des problèmes de cancer sur un ancien site pollué de Kodak à Vincennes. En attaquant la mairie et la préfecture du Val-de-Marne, elle a également dû comparaître devant un tribunal et a été relaxée d'une plainte pour diffamation en juillet 2008.

• FSC a également lancé le travail de préparation d'une loi protégeant les lanceurs d'alerte avec des juristes, (en l'occurrence Marie-Angèle Hermitte et Christine Noiville). Cette proposition de loi a été finalisée au printemps 2009.

• FSC a organisé le 27 mars un colloque au Sénat intitulé : « Lanceurs d'alerte et système d'expertise : vers une législation exemplaire en 2008 ? » qui a réuni une vingtaine d'intervenants – six lanceurs d'alerte, des juristes et avocats, des politiques, des représentants étrangers – et 300 personnes dans la salle.

• FSC a signé un contrat avec les éditions Flammarion. L'écriture a bien avancé et un livre grand public sur les lanceurs d'alerte devrait paraître en 2010 sous le titre « Alertes Citoyens ».

FSC continuera ce travail en s'appuyant sur les conclusions du Grenelle de l'Environnement (celui-ci ayant également permis de sensibiliser et réunir de nombreuses associations autour de cette thématique) et sur la proposition de loi.

## Autres actions au niveau national

### Festival « les Sciences en Bobines »

Pour la quatrième fois, FSC a organisé en partenariat avec différentes organisations comme l'ACRO, l'AITEC, ATTAC, le CNIID, la Confédération paysanne, HOLOS, le MDRGF et le Réseau Semences paysannes, son festival des films scientifiques critiques « science et société ». Quatre soirées avec quatre thématiques et débats passionnants:

- *Nos assiettes sont malades*, à l'issue de la projection de *Notre pain quotidien* et de *Homo Toxicus* ;

- *Les sciences sociales et la politique de l'« autre » de l'époque coloniale à nos jours* ;

- *Les lanceurs d'alerte* ;

- *Du leurre des débats publics à la démocratisation participative*.

Plusieurs centaines de participants ont assisté à ces projections-débats et profité d'un buffet bio à prix réduit. Notre festival a été soutenu par la *Fête de la Science*.

### Recherche et agriculture biologique

À partir de notre participation à la première conférence nationale sur « Les recherches en agriculture biologique » en mai 2008, FSC a rédigé un article intitulé « Faiblesse de l'effort français pour la recherche dans le domaine de l'Agriculture Biologique : approche scientométrique ». L'article est publié dans la revue *Innovations Agronomiques de l'INRA*.

[http://www.inra.fr/ciag/accueil/actualites/agriculture\\_biological\\_volume\\_4](http://www.inra.fr/ciag/accueil/actualites/agriculture_biological_volume_4)

*Résumé de l'article* : La France est la première puissance agricole européenne et le troisième marché pour l'alimentation biologique. Pourtant elle ne se situe qu'au 25ème rang mondial en terme de pourcentage de la surface agricole consacrée à l'agriculture biologique, et importe plus de la moitié de sa consommation. Un fort développement de la recherche en ce domaine est réclamé par les associations afin de répondre aux défis écologiques, économiques, énergétiques et sociaux posés à l'agriculture du XXIème siècle. Quelle est exactement la place consacrée à l'agriculture biologique dans la recherche agronomique des différents pays européens ? La reconnaissance de la pertinence de l'agriculture biologique comme domaine de recherche par l'INRA depuis 1999 a-t-elle conduit à une meilleure priorisation de la recherche en agriculture biologique ? Une analyse bibliométrique par mots-clés des publications scientifiques recensées dans la base de données ISI Web of Science de Thomson Scientific permet de construire des indicateurs suffisamment pertinents pour une comparaison des efforts de recherche nationaux sur la période 2000-2006, et ainsi de juger du niveau de priorisation réel de la recherche en agriculture bio-



logique. Les résultats obtenus confirment le retard de la France, et sont à mettre en relation avec le manque de soutien institutionnel, de moyens humains et financiers consacrés à l'agriculture biologique au sein des organismes en charge de la recherche agronomique française, et ce, malgré les ambitions affichées.

### *Promotion des « conventions de citoyens »*

FSC avait obtenu en 2005 l'aide du Conseil Régional Ile de France (programmes PICRI) afin de définir la conférence de citoyens pour qu'elle trouve sa place dans l'ordre juridique. L'enjeu était de permettre de sortir les recommandations des citoyens de cette zone incertaine où elles sont aujourd'hui reléguées par les mécanismes consultatifs classiques. FSC a entretenu avec des sociologues un travail sur la définition des conventions de citoyens, plus connu comme « conférences de citoyens » mais afin de rompre avec l'ambiguïté de procédures variées s'autoproclamant « conférence de citoyens » le groupe de travail a adopté la dénomination « convention de citoyens ». Depuis fin 2007, nous proposons un projet législatif pour les conventions de citoyens (<http://sciencescitoyennes.org/spip.php?article1645>). En 2008, FSC a commencé à prendre contact avec divers parlementaires afin de promouvoir cette proposition de loi. Mais nous ne sommes pas parvenus à dégager le temps et les moyens nécessaires à un vrai travail de valorisation, communication et promotion de cette loi.

6

### *Participation à des procès des faucheurs volontaires*

FSC a participé à plusieurs occasions à des procès des faucheurs volontaires soit en tant que témoins scientifiques, soit dans des débats organisés autour des procès (Bordeaux, Orléans, Lille...).

### *Participation à des actions de l'Alliance pour la Planète dans le cadre du Grenelle*

FSC est membre actif de l'Alliance pour la Planète depuis presque deux ans. L'Alliance réunit environ 70 associations regroupant les associations environnementales, mais aussi juridiques, sociales, humanitaires, scientifiques, les associations de consommateurs, d'agriculteurs, les syndicats.

### *Encadrement des activités de lobbying*

Participation à la plate-forme d'associations à l'origine de « l'Appel citoyen pour un encadrement et une transparence des activités de lobbying en direction des instances de décision publiques ».

<http://www.adequations.org/spip.php?rubrique268>

### *Université du vivant*

FSC participe, en tant qu'observateur, à la création de l'Université du Vivant qui est destinée à être un espace d'échange, de recherche et de formation concernant le développement de connaissances sur la nature spécifique du vivant, le partage, l'échange, l'accueil et l'appui pour une recherche autonome, indépendante, en privilégiant une co-construction plurielle et participative des savoirs et le développement de principes éthiques d'action, d'orientation et de conseil qui respectent la liberté et l'éthique des chercheurs.

### *Décentralisation, Boutiques de Sciences, Recherche participative*

FSC, constatant la forte demande d'interventions en région et consciente des limites de son action en ce sens, a démarré en 2008 la prospection de contacts concrets dans plusieurs régions (Rhônes-Alpes, PACA, Bretagne, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, etc.) afin de réfléchir à différents projets dont certains sont déjà bien avancés.

Citons notamment la thématique Boutique de Sciences pour laquelle nos contacts en Rhône-Alpes ont abouti à la création d'une association locale (ADReCA) très active pour le développement d'un pôle régional de Boutiques de Sciences. Récemment, en partenariat avec l'Université de Lyon, ADReCA nous a rejoint dans un consortium européen pour le dépôt d'un dossier de candidature pour un appel à projet « Science in Society » dans le cadre du 7e PCRD. Ce projet a été sélectionné et démarrera fin 2009-début 2010 et nous permettra également de concrétiser des contacts établis avec l'INRA d'Avignon dont nous avons rencontré le président en octobre 2008. Nous envisageons de monter avec eux un pilote afin de promouvoir en région PACA, puis dans d'autres régions, l'ouverture d'appels à projets de recherche régionaux suivant le modèle des ARUC canadiennes et des PICRI franciliennes.

## Articles de presse

FSC a publié plusieurs articles dans des journaux comme Politis, Libération, Le Monde, L'Humanité, et dans divers journaux de réseaux d'associations (Altermondes, La Baleine, etc.).

## Principales actions au niveau international

L'année 2008 est marquée par trois grandes actions de FSC au niveau international qui auront des conséquences pour notre travail sur les années à venir ainsi que deux projets de recherche avec des partenaires européens.

### Forum mondial « Sciences et Démocratie »

En septembre 2007, après quelques mois de réflexions et de discussions, FSC et d'autres organisations (Vecam, CRID, AITEC, FMTS, syndicats) ont lancé un appel pour un Forum mondial « sciences et démocratie » :

*« Depuis 2001, les forums sociaux mondiaux (FSM) se sont progressivement inscrits dans les agendas de milliers d'ONG, médias, syndicats, mouvements sociaux, autorités locales, institutions et même gouvernements à travers la planète, comme un moment de réflexions, de partages et de constructions d'innovations sociales, culturelles et économiques à l'échelle du monde.*

*Bien que l'impact des sciences et des techniques sur toutes les dimensions de notre vie en société soit plus fort que jamais, nous observons, depuis l'origine des FSM, un déficit chronique de la présence des thèmes scientifiques et techniques. Il ne s'agit ni d'un désintérêt ni d'une absence de capacité d'expertise mais d'un manque de prise en compte politique des enjeux liés à la place et au devenir des sciences dans nos sociétés, de la part des mouvements sociaux mais aussi des scientifiques.*

*C'est pourquoi nous pensons que la construction d'un espace de coopérations ouvertes, de débats publics, larges et démocratiques, entre scientifiques et organisations du mouvement social à l'échelle de la planète*

*ouvrirait des perspectives nouvelles pour :*

- *promouvoir et développer le statut de biens communs des connaissances de l'humanité ;*
- *débattre sur les enjeux et les moyens pour la science et les scientifiques d'exercer leurs responsabilités sociales ;*
- *renforcer l'autonomie de la recherche, défendre les missions de service public de la recherche et améliorer les conditions dans lesquelles les activités scientifiques sont menées par les étudiants, les chercheurs et les ingénieurs; renforcer la capacité des mouvements citoyens à produire de la connaissance et à être partenaires des institutions scientifiques ;*
- *renforcer la capacité de nos sociétés, au Nord comme au Sud, à prendre des décisions démocratiques dans le champ des sciences et des technologies.*

*Les membres de la communauté scientifique et les acteurs des mouvements sociaux ont besoin de partager leurs expertises et leurs conceptions pour construire une société plus respectueuse des droits humains, des cultures et des besoins sociaux et écologiques. »*

FSC a été et demeure un des moteurs de cette initiative qui se veut fédératrice. Au cours de l'année 2008, le comité d'organisation a pu tisser de nombreux liens avec divers acteurs partout dans le monde. Au-delà des pays européens, des pôles spécialement actifs et impliqués ont émergé au Canada, en Inde et en Amérique Latine.

Aussi, le 1er Forum mondial sciences et démocratie s'est tenu les 26 et 27 janvier 2009. Des membres de FSC étaient sur place dès le 13 janvier afin d'assurer l'organisation et la logistique.

Un site web (qui est partiellement en quatre langues) a été mis en place dès le début de l'action : <http://fm-sciences.org>

Près de 300 personnes issues de 18 pays sur 4 continents ont échangé sur la place que les sciences et les techniques jouent aujourd'hui dans « la marche du monde », sur leurs évolutions et sur la nécessité de faire émerger à l'échelle internationale un espace/réseau qui puisse remettre en perspective le fonctionnement de l'institution scientifique (financement, politique scientifique, mode de production des connaissances) à l'heure de la mondialisation et en liaison avec les mouvements sociaux.

En ce sens, nous avons validé pleinement le pari qui fondait cette première édition du FMSD : la nécessité d'initier un espace de dialogue politique

entre des organisations de « la société civile » et des organisations/institutions scientifiques. Tous les acteurs présents ont reconnu qu'il n'existait pas à cette heure d'espace tel que celui-ci, ce qui rend son maintien et son développement encore plus précieux.

Nous avons confirmé une tendance observable dans de nombreux pays, à savoir que le niveau d'exigence et de critiques constructives vis-à-vis du complexe techno-scientifique (CTS) tend à s'accroître. Ce niveau d'exigence s'accompagne d'un volontarisme affiché de ne pas (plus ?) laisser le CTS dériver au gré des forces dominantes. Dans le même ordre d'idées, il est apparu comme point d'accord de faire un travail sur « la » communauté scientifique en tant qu'elle n'est pas homogène, qu'elle est traversée de grandes tensions. En ce sens, nous avons partagé le bilan d'une faiblesse de prise en considération de paramètres sociaux, écologiques, éthiques et démocratiques au sein du CTS. Les questions de « responsabilité sociale » des chercheurs, la notion ambiguë (ou tout du moins méritant d'être grandement approfondie et réactualisée) de « liberté/autonomie » de « la recherche/ des chercheurs » et bien d'autres paramètres absolument déterminants dans la vie de cette communauté ont été largement abordés.

Un dernier point très positif de cette première édition vient de la qualité des échanges entre les acteurs, de l'instauration progressive d'un climat de confiance et de désir de travail conjoint. Ce capital est précieux car il conditionne l'avenir. Ceci a donné lieu à des accords politiques sur le mode de gouvernance et de décision politique de la seconde édition. Un mandat a été donné aux organisations françaises pour stimuler et coordonner la préparation de la seconde édition du FMSD.

Au-delà de ce bilan très positif, il ressort trois limites importantes du processus qui s'expliquent grandement par le fait que les organisations n'ont pas de culture partagée (et donc pas encore assez de confiance mutuelle).

En premier lieu, un déficit géographique: l'absence de zones aussi importantes que les USA, la Russie, le Japon et la Chine mérite en tant que telles des efforts stratégiques importants en vue de la seconde édition.

Ensuite une réticence des organisations à intégrer

un espace trop porteur de campagnes ou d'actions. Cette plateforme/réseau est, de la part des organisations de scientifiques, d'abord perçu comme un lieu d'échanges, de débats. Les ONG ont, quant à elles, fait connaître leur souhait de franchir le cap des débats (tout en les maintenant au cœur) pour se diriger, si cela s'avérait possible à court terme, vers des campagnes et des actions communes.

Dans le prolongement, un refus de signer ès qualité le document final qui apparaît comme un point d'étape. Si l'absence formelle de signatures n'obère rien, il sera bon qu'assez vite, nous puissions créer les conditions d'une meilleure visibilité.

L'équipe française (CRID, AITEC, Petits Débrouillards, Vecam, Fondation Sciences Citoyennes) a été mandatée pour animer la coordination internationale du processus jusqu'à Dakar au début de l'année 2011 pour la tenue du 2nd Forum mondial sciences et démocratie. En 2010, devaient se tenir des rassemblements nationaux et régionaux pour diffuser les idées du FMSD. Un projet de publication scientifique en ligne est aussi à l'étude.

Cette initiative a permis à FSC d'agir, pour la première fois, comme une réelle fondation en invitant cinq Indiens de l'AIPSN (All India People Science Network) à Belém.

### *Vers la création d'un réseau de chercheurs engagés*

Après la conférence internationale des « Savoirs vivants » (« Living knowledge ») que FSC avait organisé en août 2007, et en discutant avec quelques chercheurs, l'idée d'un réseau européen de chercheurs engagés - depuis longtemps envisagé - s'est concrétisée. Nous avons co-organisé avec des chercheurs allemands la première rencontre de préparation de ce réseau qui s'est tenue en décembre 2008 à Berlin : 36 chercheurs de 12 pays différents y ont participé.

Dès le début il n'y eut aucun doute sur le fait que la réunion allait déboucher sur la création d'un réseau. Après une première journée consacrée à des présentations et des discussions pour établir le cadre de l'initiative, la seconde fut consacrée à l'organisation concrète. Les participants ont fait preuve d'une motivation tangible, signe d'une véritable attente. La dynamique a donc pu être lancée dans un esprit constructif. Nous avons également pu



profiter de deux représentants d'autres réseaux de chercheurs – de l'*Union of concerned scientists USA* (existant depuis presque 40 ans), et l'*Union de científicos comprometidos con la sociedad*, Mexique (existant depuis deux ans). A la fin de la rencontre nous avons mis en place des commissions pour continuer et achever le travail concernant le nom, les missions, les objectifs, le statut légal, des éventuels financements, des outils de travail, et l'agenda du réseau.

Depuis, le nom du réseau a été fixé : *European Network of scientists for social and environmental responsibility* (ENSSER) - Réseau européen de chercheurs pour la responsabilité sociale et environnementale. Un site web sera accessible prochainement.

Le lancement officiel du réseau est prévu pour août 2009. À ce jour, une centaine de scientifiques souhaite y participer.

Les objectifs du réseau sont les suivants :

- fournir une plateforme d'échanges sur différentes thématiques,
- développer des partenariats avec la société civile,
- développer des relations avec d'autres réseaux,
- créer des coopérations scientifiques,
- influencer des agendas scientifiques et politiques,
- réclamer l'accès à du matériel de recherche (ex. semences de Monsanto),
- former et éduquer des jeunes chercheurs
- aider à générer une nouvelle génération de chercheurs critiques,
- transdisciplinarité.

### **Rencontre d'ONG internationales autour des technologies convergentes**

En octobre 2007, le groupe d'action canadien ETC Group appelait des ONGs à une rencontre internationale stratégique sur les technologies convergentes (les technologies « BANG » pour bits, atomes, neurones, genes (NBIC en français) qui font converger les biotechnologies, les technologies de l'information, les sciences cognitives et les nanotechnologies). ETC Group, le What Next Institute (Suède), la FSC et BEDE ont co-organisé cette rencontre qui s'est tenue en novembre 2008 à côté de Montpellier.

La rencontre était à la fois très stimulante, informa-

tive et riche humainement, mais a aussi révélé les difficultés à appréhender clairement un sujet aussi complexe que la convergence des technologies, et à dégager une stratégie commune.

Une quarantaine de personnes de vingt pays différents couvrant les cinq continents participait. Les participants s'investissent dans leur travail quotidien dans des domaines tels que droits de l'homme, biodiversité, environnement, impacts des technologies, agriculture, droits des femmes, droits des paysans, développement durable, éducation, droits des peuples indigènes, désarmement, privatisation et marchandisation de ressources naturelles, éthique, santé, philosophie, biosécurité, changement climatique, développement, etc., et sont en grande partie des activistes de longue date.

Pourquoi cette rencontre ? Plusieurs processus s'entremêlent :

- la convergence des technologies
- la convergence entre industrie, science et gouvernements
- une convergence de crises (par ex. alimentaire, énergétique, financière, économique, de gouvernance, environnementale, etc.)
- l'imprévisibilité, comme une dimension forte de ces crises
- invisibilité et l'opacité pour le public de nombreux processus
- les technologies sont devenues les « principes organisateurs » de nos sociétés
- mythe d'efficacité des systèmes hautement technologiques
- la fragilisation de nos démocraties
- le nouvel ordre du marché (par ex. criminalisation des marchés locaux par des réglementations ou taxations)

Pour trouver des solutions à toutes ces crises, l'industrie, la science et les gouvernements proposent toujours, et de plus en plus, des technologies comme « solutions miracles » à des problèmes qui sont avant tout des problèmes sociaux. Plusieurs participants ont insisté sur le fait que cette convergence technologique avait avant tout pour but de prolonger la domination d'un système économique et social capitaliste face aux crises qu'il a lui-même engendrées (changement climatique, disparition de la biodiversité, fin de la civilisation du pétrole, montée des inégalités...), et ETC Group a rappelé que la réussite ou non de ces technologies ne les empêchaient pas la monopolisation des ressources et le contrôle du marché. Deux jours ont été néces-

saies pour travailler sur un vocabulaire commun, la mise en commun d'expériences et pour aborder le caractère multi-dimensionnel des technologies émergentes. Dès lors un réel débat stratégique a pu s'engager. Le troisième jour était consacré à identifier des « lieux d'intervention » stratégiques (en termes de terrain intellectuel, de campagnes mais aussi en terme d'institutions) : démystifier les sciences et technologies, réagir au niveau macro-politique, renforcer les liens entre les communautés, établir des stratégies vis-à-vis des médias.

Le groupe réfléchit maintenant au moyen d'associer d'autres organisations à ce processus de réflexions, de stratégies, et d'actions communes. Dans un premier temps, quelques participants sont allés à Bélem (au Forum mondial Sciences et Démocratie) pour y parler de la rencontre.

### *Projets européens de recherche*

Le projet STACS (Science, Technology and Civil Society) a pour but d'ouvrir le système européen de la recherche à la société civile.

Outre la gestion administrative et financière du projet dont FSC est responsable, et le pilotage du travail des six ONG partenaires, FSC a travaillé à l'écriture de deux rapports :

- Un guide du système de recherche européen pour les ONG, afin que celles-ci soient à même de s'impliquer dans les décisions liées à la politique de recherche, et puissent profiter des opportunités existantes pour participer à des projets de recherche.

- Une analyse critique du système de recherche européen, qui développe des recommandations pour la Commission européenne, suivant les deux axes du projet : comment améliorer les dispositifs permettant une recherche participative ONG/Instituts de recherche au sein des programmes cadres de recherche européens ? Comment mettre en place une nouvelle gouvernance de la recherche au niveau européen, qui donne voix au chapitre aux ONG ?

Une réunion a été organisée début mars 2009, pour des représentants de la Commission européenne et du Parlement européen, afin de présenter les résultats (préliminaires) du projet et les recommandations de la FSC.

Le rapport principal qui sort de ce travail porte sur « La participation d'associations de la société civile

à la recherche ». Il est basé sur de nombreux rapports européens et internationaux sur la participation et la gouvernance de la recherche, sur des entretiens avec des personnes impliquées d'une façon ou d'une autre dans les questions d'organisation et de gouvernance de la recherche et sur nos propres analyses. Il propose une analyse du nouveau contexte dans lequel se trouve aujourd'hui la production de connaissances, explique les fondements et les bénéfices de la recherche participative, et jette un oeil sur la politique européenne de soutien à la recherche participative. En guise d'exemples « réussis », aussi bien au niveau scientifique qu'associatif et institutionnel, il décrit la Community based research au Canada et le programme PICRI (Partenariats entre Institutions et Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) en Ile-de-France en incluant une analyse des principales barrières (institutionnelles, traditionnelles, mentales) et des clés pour le succès de telles recherches. Il conclut avec des recommandations à destination de la Commission, des Etats-membres, des institutions scientifiques et des ONG.

La recommandation principale est la suivante : soutenir beaucoup plus qu'auparavant (« mainstreaming ») la recherche participative et cela à tous les niveaux - financements, discours, carrières scientifiques, publications.

Le rapport sera accessible prochainement sur notre site.

Un second projet de recherche, CREPE (Cooperative Research on Environmental Problems in Europe) a débuté en 2008. Sous l'égide du sociologue anglais Les Levidow, de l'Open University à Londres, il associe ONG et chercheurs pour analyser le système de décision sur les questions agro-environnementales au niveau de l'UE, et les idéologies sous-tendant les cadres conceptuels en compétition sur l'agenda européen. Le retard que nous avons accumulé sur ce projet à cause de STACS nécessitera un effort de rattrapage d'ici fin 2009.

## Autres actions au niveau international

### VI<sup>e</sup> Forum Intergouvernemental sur la sécurité chimique

Invité par le MEEDDAT (ministère de l'Écologie), un représentant de FSC a pu intervenir dans une plénière lors du VI<sup>e</sup> Forum Intergouvernemental sur la sécurité chimique qui s'est tenu en septembre 2008 à Dakar (Sénégal). Une journée entière de ce forum a été dédiée aux nanotechnologies ainsi qu'un « side-event », plus spécifiquement orienté sur des questions éthiques.

### Forum social européen à Malmö

FSC a organisé un atelier sur le Forum mondial « Sciences et Démocratie » lors du Forum social européen de Malmö (Suède) en septembre 2008, rassemblant des représentants de la FMST, d'INES, de Friends of the Earth, de Transform !, de Practical Action... Elle a aussi participé à un séminaire sur la condition des chercheurs en Europe. Ces « rendez-vous » ont permis de discuter des grandes lignes du processus Forum mondial « Sciences et Démocratie ».

### Travail auprès des institutions européennes

En complément des projets de recherche STACS et CREPE, FSC a participé à plusieurs conférences européennes (Gover'Science Seminar, Sustainable Development: a challenge for European Research, etc.) et continue son travail d'influence auprès de la Commission pour donner plus de place aux ONG dans la politique de la recherche et dans les programmes cadres de recherche. Ainsi, le travail de la FSC a entraîné une discussion au sein de la Commission européenne sur le bien-fondé de leurs critères destinés à promouvoir certaines « plateformes technologiques » plutôt que d'autres. Ces plateformes, mises en place en 2002, regroupent essentiellement des industriels et ont une grande influence sur l'allocation des budgets européens de recherche. La Commission a donc décidé de

monter un groupe d'experts qui devra réfléchir à une meilleure prise en compte des propositions de la société civile au sein de ces plates-formes. Par ailleurs, la FSC est devenue membre de la « plateforme technologique sur l'agriculture biologique », construite à l'initiative d'IFOAM, et a activement participé à son lancement en décembre 2008. Si l'on peut noter une évolution positive du discours de la Commission, beaucoup plus pourrait être fait pour sensibiliser le Parlement et mobiliser la société civile à Bruxelles sur les questions de recherche et créer un rapport de force, notamment en vue de la préparation du prochain programme cadre de recherche (sur laquelle les discussions devraient débuter fin 2009) et de la mise en place de l'Espace Européen de la Recherche (EER, ou ERA – European Research Area en anglais).

### Mouvement universitaire et Collectif « Printemps 2010 »

Sciences Citoyennes a suivi le mouvement universitaire depuis janvier 2009 en soutenant publiquement les revendications de la communauté universitaire et en les relayant dans nos réseaux.

*« Le nouveau pilotage des universités et de leurs groupements qui émerge depuis la loi LRU souffre de l'absence de contre-pouvoirs réels face aux intérêts managériaux et marchands de plus en plus représentés dans les instances décisionnelles de l'enseignement supérieur et de la recherche, au détriment des enseignants-chercheurs et personnels des universités, des étudiants et des représentants de la société civile qui restent les grands absents (ONG, associations...) »<sup>1</sup>*

Toutefois, FSC n'a pas pu s'investir plus profondément dans ce mouvement au niveau national en raison de ressources limitées d'abord, mais également parce que notre réflexion interne sur ces thématiques (statut et rôle des universités, des universitaires, question des méthodes pédagogiques, etc.) méritent d'être approfondies. Cependant, si notre association n'a pas été très visible dans le mouvement proprement dit, celui-ci nous a permis d'aller plus loin dans nos réflexions et de commencer à construire notre position sur le sujet.

C'est au niveau européen que FSC est plus directement engagée : nous participons depuis janvier 2009 au collectif « Printemps 2010 », qui regroupe des syndicats, des associations de chercheurs ainsi

1. Extrait du communiqué de presse de février 2009

que de la société civile dans le but de construire une mobilisation européenne contre l'économie de la connaissance portée par la « stratégie de Lisbonne », et pour une autre Europe de la connaissance. Il s'agit ici de promouvoir une véritable société de la connaissance contre le réductionnisme du « marché commun de la connaissance ». La société de la connaissance est « *un pari sur l'éducation et la recherche comme biens publics, qu'elle garantit la démocratisation de l'accès au savoir, et qu'elle permet aux citoyens l'analyse critique raisonnée des choix scientifiques et techniques qui leur sont proposés* ».

Dans ce cadre, FSC a participé à la rédaction d'un appel visant à construire un réseau européen d'organisations mobilisées, notamment dans le but de construire un contre-sommet européen en mars 2010 (date d'échéance et de renégociation de la stratégie de Lisbonne). Une journée de réflexion sur *Quelle Europe du savoir* a eu lieu le 30 mai 2009 au 104, organisée par le collectif « Printemps 2010 » et rassemblant des intervenants de plusieurs pays européens. Un site internet est en cours de construction, et des réunions préparatoires internationales vont se tenir pour renforcer le réseau et préparer le contre-sommet.

12

## Vie interne de l'association

Le Conseil d'administration de FSC s'est réuni régulièrement toutes les cinq à six semaines. Le bureau a également retrouvé sa cadence et a ainsi rempli sa fonction de façon plus active. Autre point positif : nous avons eu plusieurs réunions de CA avec des discussions très riches et animées sur quelques thématiques qui nous tiennent à coeur et qui nous ont fait collectivement avancer. Seul regret : le nombre d'administrateurs pouvant se libérer pour participer aux réunions était parfois un peu faible.

Cette année a également été marquée par des discussions récurrentes au sujet de la stratégie de notre association à moyen et long terme. FSC existe depuis presque sept ans maintenant. Elle a mené de multiples et diverses initiatives au fil du temps, mais nous ne sommes toujours pas parvenus à nous impliquer partout où nous le souhaitons (par

exemple concernant notre implication sur les réformes universitaires en France ou la décentralisation de notre association). Par ailleurs, nous sommes de plus en plus sollicités et les demandes dépassent parfois nos capacités et il devient difficile de nous positionner. Clarifier nos objectifs principaux, nos positions, et nos messages reste un chantier essentiel.

Nous bénéficions d'un vrai soutien de la part de nos adhérents (qui s'est surtout révélé après le sondage « Qu'est-ce que Sciences Citoyennes pour vous ? »). Après sept ans, nous avons des adhérents fidèles qui deviennent actifs en tant que bénévoles. Cela étant, nous devons travailler à donner la possibilité à nos adhérents de s'investir notamment en décentralisant nos activités. Ce sera un chantier important pour l'année à venir.

Le nombre de nos adhérents a encore augmenté en 2008 et s'élève à environ 300 personnes. Cela reste modeste mais nous montre qu'il y a de plus en plus de personnes prêtes à soutenir notre action dans un champ qui n'est pas le sujet le plus facile à appréhender, à savoir celui des politiques de recherche.

Notre association a employé trois salariés à temps plein et un salarié à 4/5 de temps en 2008.

## Communication externe

Comme chaque année, nous avons réussi à intervenir dans l'espace public en France que ce soit en publiant des articles dans divers journaux ou en intervenant dans des débats, colloques, à la radio ou à la télévision.

Si notre site web était très visité la première moitié de 2008 au cours de notre campagne pour les lanceurs d'alerte, il a depuis retrouvé sa fréquence « habituelle » qui est autour de dix mille visites par mois. À noter : le nombre d'inscrits à notre lettre d'information a encore augmenté et s'élève aujourd'hui à 3000 personnes.



## Perspectives

Nous poursuivrons plusieurs chantiers en 2009 : travail avec divers réseaux au niveau européen et international, décentralisation de nos forces et de nos actions, capitalisation et communication de nos expériences, réflexion sur notre stratégie.

Comme indiqué précédemment, nous travaillons, au sein de collectifs, à différentes dynamiques au niveau européen et international : technologies convergentes, Forum mondial « Sciences et Démocratie », réseau européen de chercheurs concernés, collectif « Printemps 2010 », projet de recherche collaborative sur des problèmes environnementaux... Ces initiatives ont chacune leur propre cheminement, mais se complètent voire s'entrecroisent au gré des événements. Dans les années à venir, il s'agira de créer des liens plus forts entre ces initiatives pour éventuellement mettre en oeuvre un événement commun d'envergure mondiale.

Un autre chantier primordial sera celui de la délocalisation de nos activités. Le fait que les salariés et la majorité des membres du CA soient basés à Paris, rend actuellement difficile le développement de nos activités en région (même s'il y a de nombreuses participations de notre part à des débats, et un travail avec des groupes à Grenoble et à Avignon pour créer des boutiques de sciences). Le travail avec les adhérents et sympathisants est à ce sujet essentiel. Nous nous devons de trouver des modes de fonctionnement, avec l'aide de nos adhérents, qui nous permettront d'avancer dans cette direction.

Nous sommes également en train d'engager un important travail de refonte de notre site web. L'objectif sera de le rendre plus attractif, de favoriser les interactions avec les adhérents et les visiteurs plus occasionnels, de rendre les messages-clés plus visibles, de simplifier la navigation et l'accès à l'information.

FSC vit depuis sa création cette tension entre ses moyens assez limités et le grand nombre de chantiers sur lesquels elle souhaite intervenir : du local à l'international en passant par le national et l'euro-

péen, du soutien aux chercheurs engagés à la mobilisation d'associations sur des enjeux de recherche, du travail sur la gouvernance de la recherche aux initiatives avec des mouvements sociaux, du dialogue avec des décideurs politiques à l'analyse critique des politiques de recherche. Cela nous mène à des limites. Pour prendre l'exemple mentionné dans notre note stratégique :

*« Notre écho dans le monde de la recherche « officielle » reste faible. La difficulté à faire entendre notre message, déjà ressentie lors du mouvement des chercheurs de 2004, est en partie confirmée dans le mouvement en cours. Elle nous interpelle profondément sur la stratégie que nous avons adoptée jusqu'ici et sur notre avenir. »*

Fondation Sciences Citoyennes a besoin de vos idées, de votre dynamisme, de votre regard critique et de votre soutien pour continuer sur son chemin et pour remplir la tâche qu'elle s'est donnée : démocratiser les sciences pour un futur meilleur.